
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 15 (1987)

DOI: 10.11588/fr.1987.0.53300

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Insgesamt hinterläßt diese Edition einen vorzüglichen Eindruck. Wünschenswert wäre eine entsprechend gute deutsche Ausgabe der Kriegsfibel.

Leider fehlt eine Bibliographie zu Brechts Kriegsfibel; die zerstreuten Literaturangaben sind unvollständig. Störend wirken auch einige Druckfehler (z. B. S. 220: *rérendum* statt *référendum*; S. 195: *décidion* statt *décision*).

Dieter RIESENBERGER, Paderborn

Werner BÜHRER, Ruhrstahl und Europa. Die Wirtschaftsvereinigung Eisen- und Stahlindustrie und die Anfänge der europäischen Integration 1945–1952, München (R. Oldenbourg) 1986, 236 p. (Schriftenreihe der Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte, 53).

Cette solide dissertation de l'Université de Hambourg, consacrée à l'organisation patronale de la sidérurgie, couvre une période charnière de l'histoire allemande, entre l'effondrement du désastre militaire et le démarrage de la prospérité retrouvée. Elle doit être rapprochée des actes du colloque tenu à Strasbourg en 1984, sous l'impulsion de Raymond Poidevin, « Histoire des débuts de la construction européenne »; mais ces deux publications, simultanées, n'ont pu tenir compte l'une de l'autre. L'apport de Werner Bühner est d'un réel intérêt, tant pour l'évolution intérieure que pour les relations extérieures, même si on reste quelquefois un peu sur sa faim.

On constate en premier lieu la continuité des organisations patronales, sous des étiquettes changeantes, d'un régime à l'autre (il en est de même en France). Pendant la guerre, la volonté de mobiliser l'économie a fait concentrer en quelques mains l'autorité sur la sidérurgie du Reich. Dès août 1945, un groupe d'industriels se manifeste aux occupants britanniques de la Ruhr. Comme les plus compromis avec le système nazi sont arrêtés, d'autres hommes passent au premier plan: le président Günter Henle, un dirigeant de Klöckner, et le directeur général Wilhelm Salewski, dont l'auteur a pu utiliser les archives individuelles libéralement ouvertes. On aimerait toutefois en savoir davantage encore sur le passé et sur les orientations de ces personnalités. Après un temps de liaison informelle, l'union est officiellement fondée en mars 1946, avec l'intention nettement exprimée de représenter les entreprises privées, d'agir comme un organe « libre » et non comme une institution au statut officiel, dans le style des Chambres de Commerce.

Sous l'occupation, la Wirtschaftsvereinigung Eisen- und Stahlindustrie (WVESI) mène une lutte tenace pour obtenir des Alliés le desserrement des contraintes pesant sur ses ressortissants. Elle proteste contre les « démontages » d'usines effectués au titre des Réparations; elle se montre défavorable aux mesures de « décartellisation » des Konzerns décidées par les commandants en chef; elle combat les projets de socialisation des entreprises (sans pouvoir cependant empêcher l'introduction de la cogestion). Elle s'inquiète aussi des revendications françaises pour un contrôle du bassin de la Ruhr. En 1949, on le sait, la mise en place d'une autorité internationale de ce type est la contrepartie du ralliement de Paris à la constitution de la République fédérale: cette structure imposée n'aura qu'une brève existence. Quant à l'idée d'une coopération européenne, le patronat sidérurgique ouest-allemand l'accepte volontiers; mais il la conçoit selon la formule du Cartel pratiqué avant-guerre. Et le livre rappelle avec précision les précédents de 1926 (quotas de production) et de 1933 (quotas d'exportation); ils sont explicitement évoqués dans ce milieu comme le modèle d'« une collaboration pacifique sur l'acier », comme « un bon instrument pour l'accord des intérêts » (p. 186).

Survient alors, en mai 1950, la proposition française, conçue par Jean Monnet et endossée par Robert Schuman. Dans la négociation internationale qui s'engage, le pouvoir politique tient à garder la maîtrise sur la profession, en République fédérale comme ailleurs. Si le chancelier Adenauer consulte Günter Henle, qui siège comme député chrétien-démocrate au premier Bundestag, il veille à ne pas se laisser dicter sa politique par l'industrie. C'est à ce

dessein qu'il choisit comme représentant en cette affaire un universitaire indépendant, Walter Hallstein. Et il n'accepte pas de poser comme condition préalable la satisfaction des revendications de l'union sidérurgique: il juge plus habile de manifester d'abord son adhésion de principe. Quand est paraphé le traité créant la Communauté européenne du Charbon et de l'acier, des contraintes extérieures limitent toujours l'industrie allemande; mais le plafond de production est levé avant la ratification parlementaire. La Haute Autorité de Luxembourg remplace et fait disparaître l'Autorité internationale de la Ruhr. Agira-t-elle comme un pouvoir supranational ou comme un Cartel de l'ancien type? L'incertitude subsiste à cet égard en 1952.

L'ouvrage fournit également des informations nouvelles sur la recherche de contacts avec les industriels français. Hugo Stinnes jr. plaide en octobre 1947 pour la reprise de l'échange du coke de la Ruhr contre la minette lorraine. L'année suivante, un dirigeant parisien, de Boysson, rend visite à l'administration de la bizone à Francfort et il introduit bientôt dans ces échanges le président même du Conseil national du Patronat français, Georges Villiers. Günter Henle suit de près ces entretiens et s'engage pour une entente franco-allemande: »L'Allemagne veut aujourd'hui se rapprocher de l'ouest, et en première ligne de la France, et cela parce qu'elle se voit menacée, exposée et démunie de protection«, parce que »le vieux combat de la France et de l'Allemagne« doit »s'effacer devant des affrontements mondiaux de plus grande ampleur.« Le lecteur regrette pourtant que la bibliographie française sur le sujet soit ignorée (à l'exception de deux articles de Raymond Poidevin parus dans des revues allemandes) et que le tableau des interlocuteurs français reste fort vague. Il n'est malheureusement rien dit de la Chambre syndicale de la sidérurgie, homologue de la WVESI de l'autre côté de la frontière. Celle-ci, c'est bien connu, s'est montrée très hostile au plan Schuman et a tenté de la faire échouer, avant de reconnaître finalement le fait accompli. Il aurait été intéressant de comparer les deux organisations patronales, leur vision du marché, leur stratégie auprès du pouvoir et de définir quand et comment se sont établies des relations organiques entre elles. Du moins, Werner Bühner nous donne-t-il d'utiles éléments pour une meilleure connaissance du partenaire d'outre-Rhin.

Pierre BARRAL, Nancy

Raymond POIDEVIN, Robert Schuman, homme d'Etat 1886–1963, Paris (Imprimerie nationale) 1986, 520 S.

Wenn heute die deutsch-französischen Beziehungen fundamental freundschaftlich sind, dann hat das vor allen Dingen damit zu tun, daß nach dem Zweiten Weltkrieg die Lehren aus einer unheilvollen Vergangenheit gezogen wurden. Über acht Jahrzehnte hinweg zeigte sich der Ungeist der sogenannten »Erbfeindschaft« stärker als Kooperation und Freundschaft zwischen Deutschen und Franzosen. Zu stark ausgeprägt war das Streben nach Vorherrschaft auf dem europäischen Kontinent. Im historischen Rückblick wird das besonders deutlich.

Als Preußen am 3. Juli 1866 die österreichische Armee in Sadowa bei Königgrätz besiegte, hatte dies einschneidende Machtverschiebungen zur Folge. Österreich wurde aus Deutschland hinausgedrängt, Preußens militärische Stärke forderte die Großmacht Frankreich heraus, die das europäische Gleichgewicht gestört sah. Bismarck, der sonst die Kunst der Diplomatie vollendet beherrschte, gelang es nicht, eine gewaltsame Auseinandersetzung zu vermeiden. Die Kriegserklärung durch Napoleon III. im Juli 1870 verkehrte jedoch die Absicht, Preußens Macht einzudämmen, in ihr Gegenteil. Der deutsch-französische Krieg von 1870/71 endete nicht nur mit der Niederlage Frankreichs, er führte auch zur Proklamation des Deutschen Reiches im Januar 1871. Das neue Machtzentrum in der Mitte Europas veränderte grundlegend das europäische Mächtesystem, zumal das geschlagene Frankreich Elsaß-Lothringen an das Reich abtreten mußte, was das Verhältnis der beiden Nationen zusätzlich schwer belastete.